

Communauté de Communes du Pays de Lourdes

Séance du Conseil Communautaire **Du 15 Décembre 2015**

PROCES-VERBAL

L'an deux mille quinze et le quinze décembre à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi au foyer communal des Angles en session ordinaire.

Nombre de Conseillers en exercice : 48

Nombre de membres présents : 32

Nombre de membres qui ont pris part aux votes : 38

Date de convocation du Conseil Communautaire : 9/12/2015

PRESENTS : Josette BOURDEU, Présidente ; Jean-Claude BEAUCOUESTE, Bruno VINUALES, Jean-Louis CAZAUBON, Georges CASTRES, Gérard CLAVE, Ange MUR, Alain GARROT, Philippe SUBERCAZES, Francis LAFON-PUYO, Vice-Présidents ; Jean-Marc BOYA, Marcel DE LA CONCEPTION, Conseillers délégués ; Claude DAMBAX, Paul HABATJOU, Marie PLANE, Yves CARDEILHAC, Yvette LACAZE, Alain ABADIE, Hervé ABADIE, Nathalie BARZU, Gérald CAPEL, Annette CUQ, Claude HEINTZ, Maxime LAFFAILLE, Patricia SAYOUS, Marie-Bernadette SCERRI DIT XERRI, Stéphane ARTIGUES, Barnabé SANCHEZ, Nicole LACAY, Frédéric LACAZE, Annie LARRE-LARROUY, Christiane ARAGNOU, Conseillers Communautaires

Ont donné procuration :

Roland DARRE, du fait de l'empêchement de son 1^{er} adjoint, donne procuration à M.CASTRES

Chantal MORERA, du fait de l'empêchement de son 1^{er} adjoint, donne procuration à Mme LACAZE

Guy VERGES, du fait de l'empêchement de son 1^{er} adjoint, donne procuration à M.ARTIGUES

Madeleine NAVARRO donne procuration à M.SUBERCAZES

Marie José MOULET donne procuration à Mme BOURDEU

Philippe CASTAING, du fait de l'empêchement de son 1^{er} adjoint, donne procuration à M.BEAUCOUESTE

Absents excusés : Fabienne BORDE, Michel AUSINA, Anjelika OMNES, Marie-Henriette CABANNE, Mohamed DILMI, Denis BENEDE

SECRETAIRE DE SEANCE : Maxime LAFFAILLE

Le quorum étant atteint, la Présidente ouvre la séance. Elle remercie vivement Mme Yvette LACAZE, Maire des Angles, pour son accueil sur sa commune.

L'assemblée a été destinataire du procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du 12 octobre 2015. Aucune observation n'étant formulée sur ce procès-verbal, celui-ci est adopté.

L'exposé du Vice-Président entendu,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des membres présents et représentés,

1°) D'ADOPTER le rapport présenté.

2°) D'APPROUVER la reprise des bacs roulants usagers via la signature d'une convention avec la société CITEC Environnement.

3°) D'AUTORISER Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document afférent à cette délibération et notamment le projet de convention annexé.

N°9 – FINANCES

VALIDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES CONCERNANT LE TRANSFERT DU COMPLEXE AQUATIQUE DE LOURDES ET DE LA ZI DE SAUX

Rapporteur : Georges CASTRES

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-255-0003 en date du 12/09/2014 transférant à la Communauté de Communes du Pays de Lourdes (CCPL) le Complexe aquatique de Lourdes et la Zone industrielle de Saux ;

Vu le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) réunie en séance le vendredi 4 décembre 2015 ;

Conformément aux dispositions du IV de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, la CLECT dans sa séance du 4 décembre 2015 a approuvé les montants des nouveaux transferts de charges induits par le transfert de l'équipement aquatique de Lourdes et de la Zone de Saux.

Le rapport de la CLECT annexé à la présente délibération établit ainsi :

- Une évaluation de charges, **conformément au droit commun**, de 628 289 € au titre des charges de fonctionnement et de renouvellement des biens de l'équipement aquatique de Lourdes.
- Aucune évaluation de charges au titre de la zone de Saux, cette dernière devant faire l'objet d'une opération de cession entre la commune et la CCPL, eu égard à la possibilité de vente de tout ou partie des biens de la zone. Cette vente entre la commune et la communauté pourrait être opérée à l'euro symbolique. Les produits de ventes futures pourraient ainsi pleinement servir au financement des travaux de requalification de la zone par la Communauté de Communes du Pays de Lourdes.

Dans un premier temps, il appartient au Conseil Communautaire et aux Conseils Municipaux d'approuver ces évaluations établies par le rapport de la CLECT dans les conditions de majorité requises à l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, à savoir la majorité simple du Conseil Communautaire et les deux tiers des Conseils Municipaux représentant la moitié de la population ou la moitié des Conseils Municipaux représentant les deux tiers de la population.

L'exposé du Vice-Président entendu,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des membres présents et représentés,

1°) D'APPROUVER le rapport de la CLECT en date du 4 décembre 2015 tel que présenté en annexe.

2°) D'AUTORISER Madame la Présidente à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

Dans un deuxième temps, le Conseil Communautaire doit se prononcer sur une proposition de la CLECT de déroger à l'évaluation précédente pour corriger l'attribution de compensation de la ville de Lourdes à hauteur de 569 115 € au lieu de 628 289 €, conformément aux dispositions du 1°bis du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Cette proposition, discutée lors des réunions de la CLECT, s'est imposée au motif que le droit commun oblige à évaluer une charge au titre des investissements alors même que la ville de Lourdes ne supporte plus réellement de charges de cette nature sur son budget depuis des années et que le nouveau projet d'investissement a été reconnu d'intérêt communautaire. La correction dérogatoire au droit commun proposée ne retiendrait pas à la ville de Lourdes de charge au titre du renouvellement des biens, soit 59 174 €.

Sur cette proposition dérogatoire, la ville de Lourdes financera ce nouvel équipement à hauteur :

- D'une part de ce que l'ancienne Piscine lui coûtait sur son budget entre 2011 et 2014 (569 115 €) via la retenue sur son attribution de compensation ;
- D'autre part, en proportion de son poids fiscal sur les ressources de la nouvelle Communauté de Communes, comme les autres communes, pour le financement des nouvelles charges qui excéderaient ce coût historique.

L'exposé du Vice-Président entendu,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des membres présents et représentés,

1°) D'APPROUVER la proposition de correction dérogatoire de l'attribution de compensation de Lourdes en application du 1°bis du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

2°) D'AUTORISER Madame la Présidente à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois. »

Dans ce cadre, la ville de Lourdes a sollicité par courrier en date du 7 décembre 2015, l'ouverture des commerces situés hors zone touristique d'affluence exceptionnelle de Lourdes à hauteur de neuf dimanches par an sur l'année 2015 et de douze dimanches par an à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il est demandé aux membres du Conseil Communautaire de donner leur avis sur cette question.

L'exposé de Madame la Présidente entendu,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE à la majorité des membres présents et représentés moins 1 vote CONTRE de Monsieur HEINTZ et 1 ABSTENTION de Madame SCERRI DIT XERRI

1°) D'ADOPTER le rapport présenté.

2°) DE DONNER un avis favorable à l'ouverture des commerces situés hors zone touristique d'affluence exceptionnelle neuf dimanches par an sur l'année 2015 et douze dimanches par an à compter du 1^{er} janvier 2016.

3°) D'AUTORISER Madame la Présidente à signer tout acte et document découlant de la présente délibération.

N°15 – PERSONNEL

CREATION D'UN EMPLOI DE RESPONSABLE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Rapporteur : Josette BOURDEU

Il est proposé au Conseil Communautaire de créer, en application de l'article 3.3.2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un emploi de catégorie A à temps plein de « Responsable des Systèmes d'Information », avec pour missions principales :

- Encadrement et management du service,
- Priorisation des actions du service,
- Coordination des actions avec le prestataire d'assistance informatique,
- Conduite des projets informatique et téléphonie et accompagnement des chefs de service dans leur démarche.

Le titulaire de cet emploi devra posséder un diplôme de niveau I (Bac +4/5) dans le domaine des systèmes d'information et justifier d'une expérience sur un poste similaire et sur un poste d'encadrement.

Cet agent sera rémunéré sur la base de la grille indiciaire d'attaché territorial ou d'ingénieur territorial et pourra bénéficier du régime indemnitaire affecté à ces grades, notamment la prime de fonction et de résultats (PFR) instaurée par délibération du 7 février 2013, pour ce qui concerne le cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Le contrat sera de 3 ans maximum, renouvelable une fois sans pouvoir excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, il pourra être reconduit pour une durée indéterminée.

Monsieur HEINTZ demande qui a remplacé l'ancien Responsable des services d'information mutualisé suite à sa mobilité sur de nouvelles fonctions et si quelqu'un aurait les capacités en interne d'assumer ce poste ?

Madame la Présidente répond que non et que cette délibération a pour objectif de fixer le nouveau cadre d'emploi de ce Responsable.

L'exposé de Madame la Présidente entendu,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité des membres présents et représentés,

- 1°) D'ADOPTER** le rapport présenté.
- 2°) DE CREER** un emploi d'agent non titulaire dans les conditions définies ci-dessus.
- 3°) D'AUTORISER** Madame la Présidente à signer tous actes découlant de la présente délibération.
- 4°) DE PRECISER** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2015.

La Présidente souhaite de bonnes fêtes aux membres de l'assemblée et lève la séance à 20h30.